

CHANGEMENT CLIMATIQUE, ÉNERGIE
ET ENVIRONNEMENT

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET SÉCURITÉ EN AFRIQUE DE L'OUEST

Perspectives régionales sur la gestion
des risques de sécurité liés au climat

Édité par : Kheira Tarif
Février 2023



MESSAGE CLÉ 1.
L'Afrique de l'Ouest est
confrontée à des risques
complexes liés au changement
climatique et à la sécurité
qui doivent faire l'objet
de réponses intégrées.



MESSAGE CLÉ 2.
La gouvernance est un
point d'entrée pour la prise
en charge des risques de
sécurité liés au climat et
pour le renforcement de
la coopération.



MESSAGE CLÉ 3.
La résilience aux risques
de sécurité liés au climat
doit être renforcée avec
une approche inclusive
et ascendante.



MESSAGE CLÉ 4.
Lutter contre les risques
sécuritaires liés au climat
grâce à des réponses
itératives qui allient action
et apprentissage.

CHANGEMENT CLIMATIQUE, ÉNERGIE
ET ENVIRONNEMENT

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET SÉCURITÉ EN AFRIQUE DE L'OUEST

Perspectives régionales sur la gestion
des risques de sécurité liés au climat



RÉSUMÉ

Le changement climatique est en train de bouleverser les conditions sécuritaires à travers le monde. L'Afrique de l'Ouest subit les effets du changement climatique à un rythme plus rapide que la moyenne mondiale. Par ailleurs, on constate des interactions entre le changement climatique et les tensions politiques régionales, les conflits violents et les urgences humanitaires complexes. Comme le changement climatique a un impact sur la disponibilité des ressources naturelles, la biodiversité et la productivité agricole, le faible niveau de résilience amplifie les conséquences du changement climatique sur la sécurité humaine en Afrique de l'Ouest. Au cours des dix à vingt prochaines années, la région devrait connaître des variations de températures et de précipitations sans précédent. Pendant ce temps, les conflits violents s'intensifieront et se propageront, les pays étant de plus en plus nombreux à subir les contrecoups de ces changements.



MESSAGE CLÉ 1.

L'Afrique de l'Ouest est confrontée à des risques complexes liés au changement climatique et à la sécurité qui doivent faire l'objet de réponses intégrées.

Les températures régionales augmentent à un rythme plus rapide que la moyenne mondiale et les précipitations sont de moins en moins prévisibles. Or, les États d'Afrique de l'Ouest ont une capacité limitée de réponse aux risques sécuritaires liés au climat et les stratégies régionales de stabilisation continuent d'être dirigées par des acteurs externes. Cela rend plus difficiles les réponses aux tensions politiques, aux conflits violents et aux urgences humanitaires complexes. Par ailleurs, ces stratégies ne doivent pas se contenter de réagir aux incidents liés aux conflits, mais s'attaquer aux problèmes et mécanismes sous-jacents, tout en renforçant la coordination et la coopération régionales.



MESSAGE CLÉ 2.

La gouvernance est un point d'entrée pour la prise en charge des risques de sécurité liés au climat et pour le renforcement de la coopération.

La gouvernance est un point d'entrée pour la prise en charge des risques de sécurité liés au climat et pour le renforcement de la coopération entre les groupes de subsistance, les communautés, les autorités et les entreprises, entre autres. Pour faire face aux risques de sécurité liés au climat, la résolution des conflits doit être intégrée dans la logique de l'adaptation au changement climatique. Pour ce faire, il est nécessaire de créer des espaces de dialogue sur la gestion partagée des ressources naturelles, mettre en place une gouvernance plus inclusive des ressources naturelles et mieux intégrer les pratiques locales de gestion des ressources avec la législation nationale pertinente.

Ayant constaté le besoin d'analyses et de réponses aux risques sécuritaires liés au climat bien ancrées dans les réalités locales de l'Afrique de l'Ouest, le Centre de Compétence Paix et Sécurité Afrique subsaharienne de la Fondation Friedrich-Ebert (FES PSCC), l'Institut norvégien des affaires internationales (NUPI) et l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) ont organisé, du mois de novembre 2021 au mois de novembre 2022, une série de rencontres avec des experts, des chercheurs et des membres des organisations de la société civile en Afrique de l'Ouest. La présente note résume l'analyse effectuée par le groupe de travail sur les liens entre les risques sécuritaires liés au climat en Afrique de l'Ouest, ainsi que les réponses à ces risques et émet des recommandations d'actions pour leur prise en charge.



MESSAGE CLÉ 3.

La résilience aux risques de sécurité liés au climat doit être renforcée avec une approche inclusive et ascendante.

Les risques sécuritaires liés au climat touchent les individus, les communautés et les États d'Afrique de l'Ouest, ainsi que les organisations chargées d'y répondre. Cependant, les décisions prises selon l'approche descendante ne suffiront pas à résoudre les crises imbriquées que connaît la région. Il est important de faire le lien entre les risques sécuritaires liés au climat et les priorités locales, mais aussi décrit dans le langage utilisé dans les politiques locales. Les réponses aux conflits doivent aborder les questions fondamentales liées à la sécurité humaine et les vulnérabilités climatiques, tout en consolidant les modes d'organisation, de gouvernance et d'adaptation des populations.



MESSAGE CLÉ 4.

Lutter contre les risques sécuritaires liés au climat grâce à des réponses itératives qui allient action et apprentissage.

Le changement climatique et la sécurité en Afrique de l'Ouest constituent des défis pressants qui appellent à des réponses itératives permettant d'agir et d'apprendre en même temps. Or, des lacunes considérables subsistent dans la prise en compte des vulnérabilités climatiques dans la région. Le degré limité de coordination et de collaboration entre les réponses au changement climatique et à l'insécurité compromet les chances d'obtenir des résultats probants. Pour combler ces lacunes, il est nécessaire d'identifier les exemples de réussite en matière de renforcement de la résilience et de consolidation de la paix, de faire le lien entre ces initiatives et de les mettre à l'échelle, mais aussi de renforcer la capacité des chercheurs et politiques locaux et d'adapter le financement et les interventions pour relever des défis nouveaux et complexes.

MESSAGE CLÉ 1

L'Afrique de l'Ouest est confrontée à des risques complexes liés au changement climatique et à la sécurité qui doivent faire l'objet de réponses intégrées.

L'Afrique de l'Ouest est confrontée à des risques complexes liés au changement climatique et à la sécurité qui doivent faire l'objet de réponses intégrées. Les températures régionales augmentent à un rythme plus rapide que la moyenne mondiale et les précipitations sont de moins en moins prévisibles, ce qui complique les réponses aux tensions politiques, aux conflits violents et aux urgences humanitaires complexes. Les États d'Afrique de l'Ouest ont une capacité limitée de réponse aux risques sécuritaires liés au climat, tandis que les stratégies régionales de stabilisation continuent d'être dirigées par des acteurs externes. Ces stratégies ne doivent pas seulement réagir aux incidents liés aux conflits, mais s'attaquer aux problèmes et mécanismes sous-jacents, tout en renforçant la coordination et la coopération régionales.

CONTEXTE

Il ressort des données climatiques que l'Afrique de l'Ouest connaît un réchauffement climatique plus rapide que la moyenne mondiale. Depuis le milieu des années 1970, les températures ont augmenté de 1 à 3°C, surtout au Sahel, et les précipitations sont de moins en moins prévisibles dans la région¹. Selon les prévisions, le Sahel et l'Afrique de l'Ouest tropicale devraient connaître des variations sans précédent des températures et des précipitations vers la fin des années 2030 et le début des années 2040². L'évolution des conditions climatiques ayant un impact sur la couverture végétale, la disponibilité des ressources naturelles, la productivité agricole et la biodiversité, le faible niveau de résilience amplifie les consé-

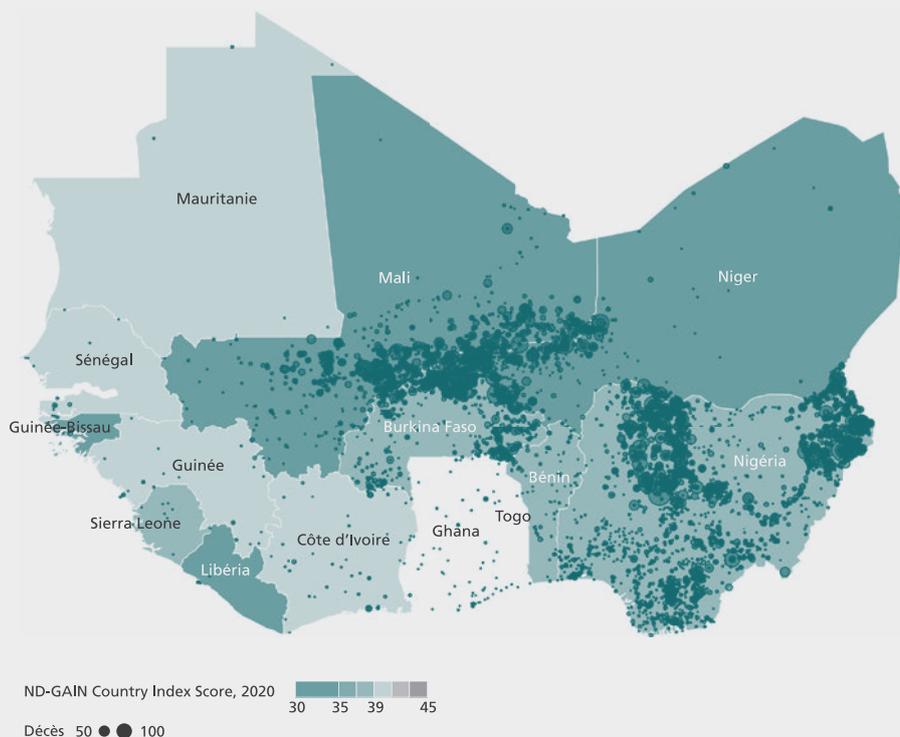
quences pour la sécurité humaine en Afrique de l'Ouest. Le changement climatique rend plus difficile les interventions visant à répondre aux tensions politiques, aux conflits violents et aux urgences humanitaires complexes.

Les conflits violents qui sévissent dans la région continuent de s'intensifier. De nombreux groupes armés sont actifs dans le centre du Sahel et dans le bassin du lac Tchad. Des attaques violentes dirigées contre les civils et entre groupes armés et forces militaires, se poursuivent au Burkina Faso, au Mali et au Niger, notamment dans la région tri-frontalière du Liptako Gourma. Dans le nord de certains pays du littoral comme le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Togo, les attaques sont de plus en plus fréquentes et meurtrières.

DÉFIS

Le changement climatique et la sécurité doivent faire l'objet d'une intervention urgente et immédiate, mais la capacité des États d'Afrique de l'Ouest à y répondre est limitée par des problèmes liés à une faible gouvernance, à l'instabilité politique et aux tensions régionales. Le changement climatique est également un problème transnational qui dépasse souvent

- 1 R.B. Kerr et al., 'Food, Fibre, and other Ecosystem Products,' et C.H. Trisos et al., 'Africa', eds H.-O. Pörtner et al., *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Working Group II contribution to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* (Cambridge University Press, 2022).
- 2 I. Niang et al., 'Africa', eds P. Dube et N. Leary, *Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Part B: Regional Aspects. Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* (Cambridge University Press, 2014).

FIGURE 1.**Afrique de l'Ouest: vulnérabilité climatique et incidents liés aux conflits**

Note : L'indice "ND-GAIN Country Index" utilise des indicateurs de vulnérabilité climatique et de préparation à l'adaptation pour développer un score de 1 (le plus vulnérable) à 100 (le moins vulnérable). Sources : World Bank (les frontières), Notre Dame Global Adaptation Initiative, Armed Conflict Location and Event Data Project

les capacités de réponse individuelles des États et nécessite des actions régionales concertées.

Alors que l'intervention internationale dans les conflits au Sahel entre dans sa dixième année, la méfiance à l'égard de la communauté internationale s'accroît dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest. Parallèlement, les gouvernements du monde entier investissent davantage dans le renforcement de la sécurité nationale que dans celui de la sécurité humaine. Cette situation représente un défi majeur pour l'action climatique et la consolidation de la paix et témoigne de la nécessité urgente de redéfinir les relations Nord-Nord et Nord-Sud pour faire face à ces deux crises.

Les réponses actuelles aux conflits en Afrique de l'Ouest sont importées de l'étranger et se basent principalement sur des opérations militaires internationales. Cette tendance a hypertrophié le rôle d'organismes comme le G5 Sahel (G5S) au détriment de réponses aux conflits et de mesures de consolidation de la paix endogènes, dirigées par l'Afrique (par exemple, par l'Union africaine ou la CEDEAO). Les insuffisances des opérations militaires comme celles du G5S sont devenues plus évidentes dans le contexte d'instabilité que connaît la région, avec notamment des tensions entre le gouvernement militaire du Mali et ses partenaires étrangers.

RÉPONSES ET MEILLEURES PRATIQUES

Les réponses aux conflits en Afrique de l'Ouest ne doivent pas se contenter de réagir aux incidents liés aux conflits ; elles doivent s'attaquer aux problèmes et mécanismes sous-jacents, parmi lesquels figure le changement climatique. Des initiatives de la Banque africaine de développement, de l'Union européenne, de la CEDEAO, du G5S et du Comité du bassin du lac Tchad cherchent à promouvoir les stratégies d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ce dernier, le renforcement de la résilience, le développement et la paix dans la région. Toutefois, l'impact potentiel de ces actions est entravé par le fait qu'elles restent des initiatives isolées. Pour les systématiser, une meilleure coordination des initiatives nationales, régionales et internationales est de mise, pour identifier et exploiter les synergies et éviter les doublons.

En vue d'aller au-delà des stratégies actuellement déployées en Afrique de l'Ouest et de s'attaquer aux problèmes et mécanismes qui sous-tendent les conflits et accentuent les vulnérabilités climatiques, une coordination et une collaboration à l'échelle nationale et régionale s'imposent. L'UA et la CEDEAO doivent jouer un rôle plus important dans la systématisation et l'optimisation du renforcement de la résilience et de la consolidation de la paix dans la région. Or, le Conseil de paix et de sécurité de l'UA a déjà reconnu que les changements

climatiques ont des conséquences négatives sur la paix et la sécurité du continent et pourrait renforcer, au sein de la CEDEAO, les capacités d'analyse des tendances transrégionales, de partage d'informations pertinentes et d'amélioration des connaissances et des outils au sein de ses États membres. En outre, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont lancé un Groupe de travail régional des Nations Unies sur le changement climatique, l'environnement, la sécurité et le développement, qui peut également soutenir la CEDEAO en lui fournissant des informations et des analyses en temps opportun. Le récent accord sur la création d'un fonds pour les pertes et dommages lors de la COP27 de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) est une reconnaissance importante des impacts démesurés du changement climatique sur les pays en développement à faibles émissions de carbone. Le fonds a également le potentiel de soutenir des projets traitant des risques de sécurité liés au climat dans la région ouest africaine.

ACTIONS CONCRÈTES

En collaboration avec les États...

- a. Établir des plateformes de coordination et de partage d'informations pour les bailleurs de fonds, les organismes de mise en œuvre, les administrations et institutions publiques nationales chargées d'activités liées au changement climatique, aux conflits et à la paix, pour profiter des synergies, mettre à l'échelle les meilleures pratiques et éviter les doublons. La collaboration des chercheurs au niveau de ces plateformes peut faire le lien entre les activités de recherche, politique et pratique.
- b. Renforcer la capacité des observatoires nationaux des conflits à identifier les risques sécuritaires liés au climat et à intégrer des indicateurs dans les analyses, politiques et programmes de l'État. Renforcer les liens entre les observatoires nationaux des conflits et les systèmes régionaux et continentaux d'alerte précoce en vue de faciliter le partage d'informations sur les risques présents aux niveaux local, national et régional.
- c. Créer des plates-formes d'échange d'informations sur le changement climatique, la dégradation de l'environnement, les stratégies d'atténuation et d'adaptation et les risques sécuritaires liés au climat, en facilitant la communication et la collaboration entre chercheurs, organisations de la société civile, journalistes et associations communautaires.

En collaboration avec les organisations régionales...

- a. Faciliter, à l'échelle régionale, le dialogue interministériel sur les risques sécuritaires liés au climat, en particulier les risques transfrontaliers, afin d'améliorer le partage d'informations, renforcer les réponses existantes et les systèmes régionaux d'alerte précoce, et éclairer les meilleures pratiques.
- b. Intégrer le nexus changement climatique, paix et sécurité dans la stratégie régionale de la CEDEAO relative au climat et construire une action climatique sensible aux conflits en créant et en soutenant un fonds de stabilisation climatique de la CEDEAO.
- c. Appuyer la collaboration entre la CEDEAO et l'UA sur les risques sécuritaires liés au climat, pour renforcer les systèmes d'alerte précoce régionaux et continentaux, l'analyse des tendances interrégionales, le partage des informations et l'amélioration des connaissances et des outils au sein des États membres du CEDEAO.

MESSAGE CLÉ 2

La gouvernance est un point d'entrée pour la prise en charge des risques de sécurité liés au climat et le renforcement de la coopération.

Si le changement climatique n'est pas une cause directe de conflit en Afrique de l'Ouest, les effets du changement climatique peuvent toutefois en accroître le risque. La gouvernance est un facteur déterminant de la relation entre le changement climatique, la dégradation de l'environnement, la perte de résilience, les revendications et les conflits. La gouvernance est donc un point d'entrée pour la prise en charge des risques de sécurité liés au climat et pour le renforcement de la coopération entre les groupes de subsistance, les communautés, les autorités et les entreprises, entre autres. Il est nécessaire de créer des espaces de dialogue sur la gestion partagée des ressources naturelles, mettre en place une gouvernance plus inclusive des ressources naturelles et mieux intégrer les pratiques de gestion des ressources dans des cadres législatifs pertinents.

DÉFIS

La recrudescence de la violence communautaire en Afrique de l'Ouest est notamment liée à l'enjeu de facteurs y compris la disponibilité des pâturages, des forêts et des ressources en eau douce, des pratiques de gestion des ressources naturelles, de l'évolution des modèles de pastoralisme migratoire et des tensions politisées entre autochtones et étrangers. Ces tensions sont le plus souvent associées aux pays du Sahel, mais certaines régions des pays du littoral ouest africain sont de plus en plus le théâtre de conflits communautaires violents.

La gouvernance des ressources naturelles détermine l'accès aux ressources foncières, forestières, hydrauliques et pastorales, entre autres. Comme le changement climatique affecte la qualité, la disponibilité et la distribution des ressources naturelles, certains groupes sont plus sévèrement touchés que d'autres, ce qui accentue les inégalités et les griefs. En outre, le fait que le système juridique soit perçu comme inefficace ou inéquitable est un obstacle à la résolution pacifique des conflits autour des ressources naturelles.

On constate des interactions entre les effets du changement climatique et les décisions politiques prises dans les capitales ouest-africaines : la mauvaise gestion de la sécheresse, le faible niveau de représentation politique et la mise en œuvre

disparate des lois relatives à l'environnement, au pastoralisme, à l'agriculture, à la pêche et à la sylviculture sont autant de facteurs susceptibles d'accroître les vulnérabilités climatiques et les risques de conflit. La disponibilité changeante des ressources transfrontalières en eaux, telles que les fleuves Niger, Sénégal, Volta et le lac Tchad, augmente le risque de tensions entre les États riverains.

Outre les cas de faible gouvernance, plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest présentent également un degré élevé de pluralisme juridique, notamment en matière de gestion des ressources naturelles. Au niveau communautaire, la gestion des ressources naturelles est souvent régie par des règles coutumières plutôt qu'une législation formelle. Cette question complexe met en évidence les tensions entre les légitimités nationales et locales. Alors que la législation nationale est souvent considérée comme moins équitable au niveau local, les accords informels n'ont pas nécessairement de poids juridique dans les capitales. Cette pluralité d'interprétations des droits relatifs aux ressources naturelles peut nuire à leur bonne gestion et augmenter le risque de conflit en cas de variation de leur disponibilité.

RÉPONSES ET MEILLEURES PRATIQUES

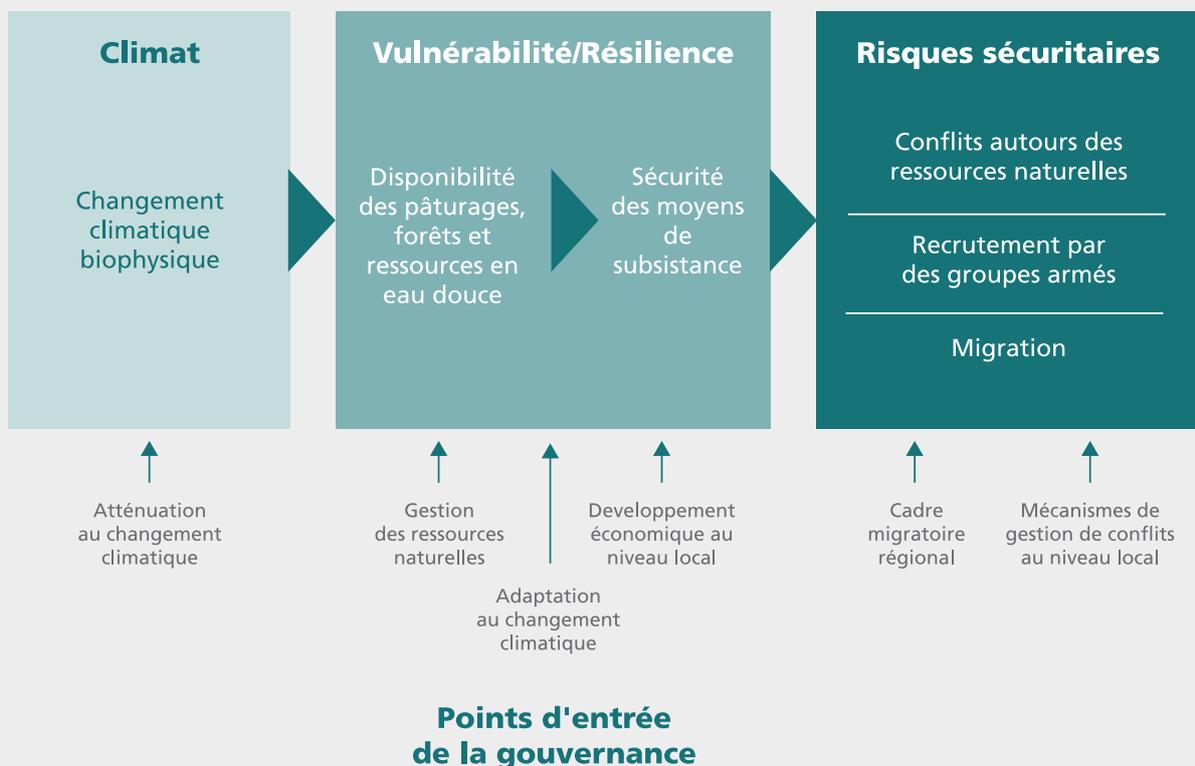
L'Afrique de l'Ouest doit se doter de réponses aux conflits et de stratégies de consolidation de la paix plus cohérentes, notamment grâce à une réévaluation de la gestion des ressources naturelles comme outil de résolution des conflits.

Certaines initiatives existantes sont porteuses d'enseignements sur la prise en compte de la gestion des ressources naturelles par les accords de paix locaux. Dans la région centrale du Mali où certaines communautés n'ont pas pu cultiver leurs terres ou accéder aux marchés en raison des activités des groupes armés et des militaires, des médiateurs locaux ont négocié des accords avec certains groupes armés sur la gestion de la transhumance, les activités agricoles des éleveurs migrants, la gestion des forêts et la protection de l'environnement, entre autres. Dans une région vulnérable aux chocs climatiques qui connaît de multiples conflits violents, la résolution des conflits

peut contribuer à renforcer la sécurité des moyens de subsistance, les relations sociétales entre les différents groupes et la résilience.

Certaines organisations créent des espaces de concertation en vue de faciliter et de formaliser la gestion des ressources naturelles et la coopération entre les différents groupes. Au Nigeria, des organisations communautaires et non gouvernementales ont mis en place des forums d'éleveurs et d'agriculteurs dans le but de prévenir les conflits violents liés à l'accès au foncier et à l'eau. Au Burkina Faso, TreeAid contribue à la résolution de conflits entre les communautés et les agents de conservation des ressources forestières en facilitant le dialogue entre les responsables locaux, les agropasteurs et d'autres groupes socioéconomiques. Cette concertation a mené à l'élaboration de chartes locales qui font le lien entre les pratiques locales et nationales, informelles et formelles, en matière de gestion forestière.

FIGURE 2.
Risques de sécurité liés au climat et points d'entrée de la gouvernance



ACTIONS CONCRÈTES

En collaboration avec les communautés locales...

- a. Faciliter le dialogue entre les communautés et les États pour une gestion des ressources naturelles durable et sensible au climat, qui fera le lien entre la législation nationale et les pratiques locales et renforcera la confiance.
- b. Promouvoir des systèmes judiciaires locaux efficaces et des mécanismes alternatifs de résolution des conflits fiables pour résoudre les conflits liés aux ressources naturelles et réduire le risque d'escalade ou de reprise des conflits. Renforcer les dirigeants locaux grâce à une formation sur le régime formel de gestion foncière et les droits en la matière.
- c. Améliorer la compréhension du rôle des groupes armés dans la gouvernance des ressources naturelles au Sahel.
- d. Améliorer la compréhension de l'impact des industries extractives et de l'élévation du niveau de la mer sur les tensions entre les communautés des pays du littoral.

En collaboration avec les États...

- a. Renforcer les cadres législatifs en vue de faciliter la participation des communautés locales à la prise de décision en vue d'une gestion des ressources naturelles durable et sensible au climat.

En collaboration avec les organisations régionales...

- a. Cartographier les politiques et actions nationales qui doivent être harmonisées et rendues plus efficaces dans les zones particulièrement exposées à des conflits liés aux ressources naturelles, notamment dans les secteurs du développement agricole, du pastoralisme et de la gestion des pâturages.
- b. Faciliter le dialogue régional sur la gestion durable des ressources naturelles et les expériences où le dialogue local a abouti à des accords durables, afin de mieux coordonner les efforts, notamment dans les zones transfrontalières.
- c. Renforcer le suivi des flux migratoires pastoraux dans la région, ainsi que la protection des corridors de passage du bétail.

MESSAGE CLÉ 3

La résilience aux risques de sécurité liés au climat doit être renforcée avec une approche inclusive et ascendante.

Les risques sécuritaires liés au climat peuvent toucher les individus, les communautés et les États d'Afrique de l'Ouest. Ils ont également des implications pour les organisations chargées d'y répondre. Cependant, les décisions prises selon l'approche descendante ne suffiront pas à résoudre les crises imbriquées que connaît la région. La résilience aux risques de sécurité liés au climat doit se construire de manière inclusive et ascendante. Il est important de faire le lien entre les risques sécuritaires liés au climat et les priorités et politiques locales, mais aussi de décrire ce risque avec le même langage utilisé pour exprimer ces dernières. Les réponses aux conflits ne doivent pas simplement réagir aux incidents pour aborder les questions fondamentales liées à la sécurité humaine. Une meilleure compréhension des vulnérabilités climatiques est nécessaire pour développer des réponses durables qui renforcent les façons quotidiennes dont les populations s'organisent, se gouvernent et s'adaptent.

CONTEXTE

L'évolution des conditions climatiques s'est traduite par une baisse de la productivité agricole et une diminution des populations piscicoles, affectant ainsi la sécurité des moyens de subsistance des communautés d'Afrique de l'Ouest³. Les ménages sont confrontés à une hausse du prix des denrées alimentaires ; les familles à faible revenu des zones urbaines, les ménages ruraux et les enfants sont particulièrement vulnérables face à l'augmentation des prix⁴. Des facteurs tels que la pauvreté, le faible niveau d'éducation, la marginalisation

et la mobilité restreinte limitent la résilience individuelle⁵. Les normes de genre influencent la manière dont le changement climatique affecte les hommes, les femmes, les filles et les garçons, les options dont ils disposent pour y répondre et le degré de prise en compte de leurs besoins et de leurs rôles dans le renforcement de la résilience⁶.

DÉFIS

Il est important de reconnaître les limites d'une réponse aux risques de sécurité liés au climat fondée exclusivement sur la gouvernance nationale. Une autre solution consisterait à privilégier la sécurité humaine et une approche plus holistique au lieu de se concentrer sur la sécurité nationale. Les processus inclusifs et ascendants sont actuellement entravés par un partage d'informations limités de même que l'échange de connaissances entre les communautés, les pouvoirs publics et les organisations multilatérales.

3 M.A. Caretta et al. 'Water,' et C.H. Trisos et al., 'Africa', eds H.-O. Pörtner et al., *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Working Group II contribution to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* (Cambridge University Press, 2022).

4 Kerr et al. (note 1).

5 Caretta et al. (note 8); United Nations Development Program, *Human Development Report 2019, Beyond income, beyond averages, beyond today: Inequalities in human development in the 21st century*, United Nations Development Program: New York, 2019.

6 E.S. Smith, *Gender Dimensions of Climate Insecurity*, SIPRI Insights on Peace and Security No. 2022/4, March 2022; C. McOmber, *Women and Climate Change in the Sahel*, OECD West African Papers No. 27, 9 March 2020.

RÉPONSES ET MEILLEURES PRATIQUES

Une façon de combler ces lacunes consisterait à mieux comprendre (et à soutenir) les façons quotidiennes dont les communautés s'organisent, se gouvernent et s'adaptent. Par exemple, en Guinée-Bissau, les communautés installées dans les parcs nationaux gèrent leurs propres ressources naturelles avec le soutien et l'apport de « *l'Institut pour la Biodiversité et les Aires Protégées* » (IBAP) du ministère de l'Environnement. Au Sénégal, des organisations non gouvernementales ont organisé des forums consultatifs locaux sur l'évolution des écosystèmes et des ressources forestières pour sensibiliser les communautés à la législation forestière nationale, améliorer leur participation aux efforts de reboisement et à la protection de l'environnement et renforcer leur résilience économique. Des projets similaires ont vu le jour en Côte d'Ivoire, où des programmes de reboisement ont cherché à renforcer la cohésion sociale tout en réduisant la vulnérabilité au changement climatique. Pour renforcer le soutien local et l'appropriation des mesures visant à faire face aux risques de sécurité liés au climat, des liens doivent être établis avec les priorités les plus pressantes des communautés et reflétés dans la mise en œuvre des projets. L'autonomisation des différentes communautés est primordiale pour éviter que les plans d'atténuation et d'adaptation au changement climatique accentuent les inégalités existantes ou en créent de nouvelles. La population dans sa totalité doit s'approprier l'action climatique afin de parvenir à un changement durable.

ACTIONS CONCRÈTES

En collaboration avec les communautés locales...

- a. Élaborer des processus inclusifs pour mieux comprendre les vulnérabilités climatiques dans la région, par exemple en travaillant conjointement avec les parties prenantes communautaires pour identifier les impacts climatiques, les besoins et les stratégies d'atténuation et d'adaptation. Les femmes et les jeunes doivent participer aux discussions pour s'assurer de la prise en compte de leurs besoins et rôles spécifiques.
- b. Faire le lien entre les connaissances locales relatives au changement climatique et les données climatiques actuelles afin de renforcer les capacités des communautés

à participer à des processus formels visant à définir des réponses aux effets de la hausse des températures, de l'évolution des régimes climatiques, etc. Les connaissances locales relatives aux écosystèmes et aux stratégies d'adaptation doivent également être intégrées dans les politiques et programmes d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

- c. Soutenir les initiatives visant à rendre les informations agro-climatiques accessibles pour les mécanismes communautaires d'alerte précoce. Développer les pratiques agricoles sensibles au climat avec des écoles d'enseignement de technologies agricoles en milieu rural, les stratégies de renforcement des moyens de subsistance résilients face au changement climatique pour les agro-pasteurs, avec la contribution des femmes et des jeunes. Cela peut se faire avec l'apport technique des climatologues et des organismes de consolidation de la paix.
- d. Veiller à ce que le langage utilisé pour parler des risques sécuritaires liés au climat soit adapté aux réalités locales et aide les communautés locales à faire face aux défis pressants.

En collaboration avec les États...

- a. Créer des espaces de dialogue entre les climatologues et les communautés pour faire le lien entre les connaissances locales sur les impacts, les besoins et les stratégies d'atténuation et d'adaptation en matière de climat, d'une part, et, d'autre part, les actions nationales.
- b. Renforcer la capacité des autorités nationales et des collectivités locales à mettre en œuvre des plans nationaux d'atténuation et d'adaptation liés au changement climatique en tenant compte des conflits et veiller à ce que l'action climatique soit adaptée au contexte et évite d'accroître les vulnérabilités ou d'augmenter le risque de conflit.

En collaboration avec les organisations régionales...

- a. Cartographier, analyser et mettre à l'échelle les exemples probants de renforcement de la résilience en Afrique de l'Ouest. Systématiser les interventions isolées dans un même périmètre géographique sous l'égide des initiatives régionales existantes, telles que la *Grande Muraille Verte* et *Action contre la désertification*.

MESSAGE CLÉ 4

Lutter contre les risques sécuritaires liés au climat grâce à des réponses itératives qui allient action et apprentissage.

Le changement climatique et la sécurité constituent des défis pressants pour l'Afrique de l'Ouest. Ces défis appellent des réponses itératives permettant d'agir et d'apprendre en même temps. Or, des lacunes considérables subsistent dans la prise en compte des vulnérabilités climatiques dans la région. Le degré limité de coordination et de collaboration entre les réponses au changement climatique et à l'insécurité compromet les chances d'obtenir des résultats probants. Pour combler ces lacunes, il est nécessaire d'identifier les exemples de réussite en matière de renforcement de la résilience et de consolidation de la paix, de faire le lien entre ces initiatives et de les mettre à l'échelle, mais aussi de renforcer la capacité des chercheurs et politiques locaux et d'adapter le financement et les interventions pour relever des défis nouveaux, complexes et évolutifs.

DÉFIS

La connaissance des vulnérabilités climatiques et des risques sécuritaires liés au climat en Afrique de l'Ouest présente de sérieuses lacunes. Or, les risques d'inadaptation sont élevés lorsque les informations existantes sont incomplètes. Par exemple, bien que les États d'Afrique de l'Ouest soient parties prenantes des cadres politiques internationaux portant sur les changements climatiques, l'atténuation de leurs effets et les stratégies d'adaptation, le faible engagement et les lacunes en matière de reporting au niveau national peuvent compromettre l'impact de ces politiques sur le terrain. Dans certains pays, les plans d'action nationaux pour le climat n'ont pas suffisamment analysé les vulnérabilités climatiques en raison de la pression exercée pour que les rapports soient soumis dans les délais. Au pire des cas, ce manque d'informations peut contribuer à exacerber les vulnérabilités locales et à accroître le risque d'insécurité.

Malgré toute une série de politiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique et de mesures en faveur de la sécurité et de la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest, l'impact sur le terrain semble limité, surtout dans les zones exposées à l'insécurité. Cette situation est imputable au faible degré de coordination et de collaboration entre les acteurs et les organisations engagés dans la lutte contre le

changement climatique et l'insécurité en Afrique de l'Ouest, où de nombreux organismes de financement et de mise en œuvre semblent travailler en parallèle, finançant des programmes et projets qui ne s'inscrivent pas dans une vision ou stratégie globale.

RÉPONSES ET MEILLEURES PRATIQUES

L'amélioration des connaissances et des capacités pour faire face aux risques sécuritaires liés au climat en Afrique de l'Ouest nécessite un appui aux chercheurs locaux, la diffusion des résultats de la recherche locale et l'élaboration des politiques locales. Il est important de mieux comprendre les vulnérabilités sectorielles des États d'Afrique de l'Ouest (notamment dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie, des pâturages et de l'eau), ainsi que les sources primaires et les émetteurs de gaz à effet de serre, et les technologies appropriées pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. L'évaluation des risques sécuritaires liés au climat doit être réalisée par des chercheurs locaux et la mise en œuvre de ces évaluations pourrait être prévue dans le cadre de la législation nationale et des plans d'action nationaux pour le climat en vue d'orienter les politiques et programmes

d'atténuation et d'adaptation au changement climatique qui favorisent la résilience et la paix. La recherche locale doit également dicter les mesures concrètes à mettre en œuvre dès à présent. Cela suppose une cartographie approfondie et adaptée au contexte des impacts du changement climatique et des efforts d'adaptation existants sur le terrain dans chaque pays d'Afrique de l'Ouest. Ces cartographies pourraient orienter les activités des organisations de mise en œuvre.

Pour faire le lien entre le renforcement de la résilience et la consolidation de la paix dans la région, il est nécessaire de faciliter des actions plus coordonnées et une meilleure coopération entre les acteurs chargés de leur mise en œuvre. Les mécanismes de soutien à ces actions en déterminent également l'impact. Dans les régions où les actions concrètes risquent d'être paralysées par l'insécurité, il est nécessaire de disposer de programmes et de financements souples permettant de mener à bien les longs processus de réconciliation et de reconstruction de la cohésion sociale.

ACTIONS CONCRÈTES

En collaboration avec les États...

- a. Intégrer une évaluation des risques sécuritaires liés au climat dans les rapports nationaux sur l'atténuation et l'adaptation au changement climatique pour réduire le risque d'une mauvaise adaptation. Créer des groupes

de travail nationaux pour mener un travail de terrain et une analyse granulaire des risques afin d'alimenter les politiques nationales sur le changement climatique.

En collaboration avec les organisations régionales...

- a. Appuyer l'analyse et les réponses de la CEDEAO en matière de risques sécuritaires liés au climat, en particulier les effets transfrontaliers du changement climatique et de l'insécurité, ainsi que le renforcement des capacités, le financement et les plateformes d'échange entre la CEDEAO et ses États membres.
- b. Élaborer des notes d'orientation sur la vulnérabilité climatique pour chaque pays de la CEDEAO en menant un travail de terrain et une analyse granulaire dans chaque pays et faciliter la diffusion des résultats des recherches locales.
- c. Stimuler l'analyse des risques sécuritaires liés au climat en Afrique de l'Ouest, en investissant dans la recherche et en soutenant la diffusion des projets de recherche locaux dans les discussions universitaires et politiques internationales.
- d. Promouvoir la mise en place de mécanismes de financement flexibles et durables pour les programmes d'adaptation au changement climatique et de consolidation de la paix dans les situations de conflit ; consacrer le temps et l'espace nécessaires aux processus sociaux, politiques et économiques à long terme.

CONTRIBUTEURS

Boubacar BA, Mouhamadou-Moustapha BA, Georges BAZONGO, Aminetou BILAL, Stephanie BLENCKNER, Alexandre CABRAL, Fatoumata DJIRE, Anne FUNNEMARK, James GADIN, Leonard HASU, Sait Matty JAW, Michel Saraka KOUAME, Emmanuel Odilon KOUKOUBOU, Georgette Afiwavi KPONVI, Chris KWAJA, Mohamed Lamine MANGA, Karen MEIJER, Adji K. NDIAYE, Babacar NDIAYE, Ndéye Amy NDIAYE, Deborah N'GUESSAN, Ndubuisi NWOKOLO, Abdoulaye RAPHIOU, Elisabeth Lio ROSVOLD, Mahamoudou SAVADOGO, Silwe Kaphalo SEGORBAH, Kouyaté Goundo SISSOKO, Kheira TARIF, Aly TOUNKARA, Nana Alassane TOURE, Alioune TINE, Maman MATO WAZIRI, Niandou Daboré YACOUBA, Aboubacar YOULA

MENTIONS LÉGALES

Friedrich-Ebert-Stiftung
Paix et Sécurité Centre de Compétence
Afrique Subsaharienne
Point E | Rue de Fatick x Boulevard de l'Est
Résidence Bity Lokho | 6^e étage
BP 15416 Dakar-Fann
Dakar | Sénégal

Tél. : +221 33 859 20 02 | Fax : +221 33 864 49 31
Email : info@fes-pscc.org | www.fes-pscc.org

Conception graphique : Green Eyez Design
www.greeneyzdesign.com

L'utilisation commerciale des médias publiés par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdite sans autorisation écrite de la FES.

©Friedrich-Ebert-Stiftung 2023



CHANGEMENT CLIMATIQUE ET SÉCURITÉ EN AFRIQUE DE L'OUEST

Perspectives régionales sur la gestion des risques de sécurité liés au climat



MESSAGE CLÉ 1.
L'Afrique de l'Ouest est confrontée à des risques complexes liés au changement climatique et à la sécurité qui doivent faire l'objet de réponses intégrées.



MESSAGE CLÉ 2.
La gouvernance est un point d'entrée pour la prise en charge des risques de sécurité liés au climat et pour le renforcement de la coopération.



MESSAGE CLÉ 3.
La résilience aux risques de sécurité liés au climat doit être renforcée avec une approche inclusive et ascendante.



MESSAGE CLÉ 4.
Lutter contre les risques sécuritaires liés au climat grâce à des réponses itératives qui allient action et apprentissage.

Plus d'informations sur le thème peuvent être trouvées ici :
www.fes.de